

Arrêté n° 54/2025/ENV du 1 AOUT 2025
modifiant les conditions d'exploitation de la carrière exploitée par la SAGRAM
sur la commune de Chavelot

LA PRÉFÈTE DES VOSGES
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article R 181-19 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2650/2014 du 17 novembre 2014 autorisant la société SAGRAM à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et à poursuivre l'exploitation d'une installations mobile de traitement des matériaux à Chavelot ;
- Vu la demande du 07 février 2025 présentée par la société SAGRAM dont le siège social est situé 14 rue de la Prairie 88190 Golbey, sollicitant le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière sise sur la commune de Chavelot pour une durée de 10 ans ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 19 mars 2025 (réf : S-25-244R) de l'inspection des installations classées concluant que la demande de renouvellement solliciter est une modification notable, conformément à l'article R. 181-49 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 20/2025/ENV du 25 mars 2025 définissant les modalités de Participation du Public par Voie Electronique (PPVE) sur la demande de renouvellement, pour une durée de 10 ans, d'une autorisation environnementale présentée par la société SAGRAM pour poursuivre l'exploitation d'une carrière située sur le territoire de la commune de CHAVELOT ;
- Vu la consultation de la commune de CHAVELOT ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 17 juillet 2025 de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 24 juillet 2025 à la connaissance du demandeur ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 29 juillet 2025 ;
- Considérant que la demande de prolongation a été sollicitée conformément à l'article R. 181-49 du livre I du code de l'environnement ;
- Considérant l'absence d'observations, de remarques du public sur la demande de renouvellement de la carrière.
- Considérant l'absence d'avis de la commune de CHAVELOT sur la demande de renouvellement de la carrière.

Considérant que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations annexes pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n° 769/98 du 27 avril 1998 modifié et par le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

TITRE 1 – CONDITION D'EXPLOITATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'arrêté préfectoral n° 2650/2014 du 17 novembre 2014 autorisant la société SAGRAM à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et à poursuivre l'exploitation d'une installations mobile de traitement des matériaux à Chavelot est modifié comme suit :

ARTICLE 1.1.2. ABROGATION

Les articles 1.2.1, 1.5.2 et 2.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2650/2014 du 17 novembre 2014 sus visées sont abrogés et remplacés par les prescriptions suivantes.

ARTICLE 1.1.3. NATURE DES INSTALLATIONS

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

Rubrique	Activités	Observations	Classement
2510-1	Carrières (exploitation de)	Extraction à sec de matériaux alluvionnaires : sables, graviers, galets Production maximale annuelle : 149 000 tonnes Production moyenne annuelle : 100 000 tonnes Gisement restant à exploiter : 1 050 000 tonnes Durée de renouvellement sollicitée : 10 ans (soit jusqu'en 2039)	A ¹
2515-1.a	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée des installations est supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW.	Installations mobile de scalpage / criblage La puissance totale installée est de 59,7 kW	D ²

ARTICLE 1.1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

Le 1^{er} alinéa de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2650/2014 du 17 novembre 2014 est modifié et complété comme suit :

¹ A : Autorisation

² D : Déclaration

L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'au 17 novembre 2039. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

ARTICLE 1.1.5. PHASAGE DE L'EXPLOITATION

Le phasage d'exploitation reporté sur le plan en annexe 1 doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet des Vosges.

ARTICLE 1.1.6. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- 80 489 euros T.T.C, pour la phase 1 (2025 – 2030) ;
- 94 789 euros T.T.C, pour la phase 2 (2030 – 2035) ;
- 83 157 euros T.T.C, pour la phase 3 (à partir de 2035) qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Ces montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- TP01 (base 2010 – mars 2025) = 131,7 ;
- Indice raccordement à l'indice TP01 (référence 100 en janvier 1975) = 6,5345 ;
- TVA = 20,0 %.

TITRE 2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-AMPLIATION

ARTICLE 2.1.1. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie de Chavelot ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 2.1.2. DROIT DES TIERS

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou d'extraction dont bénéficie le titulaire.

ARTICLE 2.1.3. SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

ARTICLE 2.1.4. EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAGRAM.

Fait à Épinal, le **1 AOUT 2025**

La Préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI

TITRE 3 - ANNEXE

Plan de Phasage

